

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22129 - 82EME ANNÉE

Impact de conflits lointains dans un pays insulaire dépendant de lointaines importations

Face à la menace d'une crise globale à La Réunion, le silence inquiétant des élus réunionnais

Les conflits qui s'aggravent en Ukraine et au Moyen-Orient ne sont pas des événements lointains sans conséquence pour La Réunion. Ils menacent directement l'approvisionnement de l'île en céréales, carburants, engrais, médicaments et marchandises essentielles. Or, aucune grande concertation n'est engagée pour préparer le pays à cette nouvelle crise. La Réunion doit anticiper au lieu de subir. Il ne s'agit plus seulement de gérer une hausse temporaire des prix mais d'organiser le pays pour faire face à des crises qui pourraient se prolonger en raison de la guerre lancée par Trump pour maintenir le dollar comme monnaie d'échange du commerce international et pour s'accaparer les matières premières.

Les tensions internationales s'accumulent. La guerre en Ukraine continue de perturber les exportations de céréales de la mer Noire tandis que les combats impliquant l'Iran font peser une menace sur le détroit d'Ormuz, passage d'environ un cinquième du pétrole mondial. Si ce conflit venait à s'étendre durablement à la mer Rouge et au canal de Suez, c'est toute la principale route maritime reliant l'Europe à l'océan Indien qui serait déstabilisée.

Pour La Réunion, ces conflits lointains concernent directement le quotidien.

La majeure partie de la nourriture consommée vient d'autres continents : Europe, Asie du Sud-Est, Australie. Les carburants arrivent exclusivement par bateau. Une grande partie des engrais utilisés par les agriculteurs est importée, tout comme les médicaments, les équipements médicaux, les pièces détachées des machines et véhicules ou les matériaux de construction.

La moindre perturbation des chaînes logistiques internationales se traduit donc rapidement par une augmentation des prix et par un risque de rupture d'approvisionnement.

Le coût de la vie risque d'exploser durablement

Les bombardements contre les ports ukrainiens réduisent les exportations de blé tandis que les épisodes de



sécheresse affectent également les récoltes européennes. Conséquence : le prix mondial des céréales repart à la hausse. En effet, si La Réunion n'importe pas directement son blé d'Ukraine, elle achète sur le marché mondial, les Réunionnais ne sont pas des acheteurs prioritaires et ne peuvent influencer les cours mondiaux. Les fabricants de farine paient leur matière première plus cher et cette hausse finit par toucher le prix du pain, des pâtes, de la farine.

L'alimentation des animaux d'élevage vient de continents lointains, là aussi des hausses sont à craindre, répercutées sur les prix de la viande, des œufs et du lait.

Dans le même temps, une aggravation de la guerre contre l'Iran entraînera une nouvelle hausse des prix du pétrole et des carburants. Le coût du transport maritime augmentera à son tour, renchérissant toutes les importations.

À ces difficultés s'ajoutera celle des engrais. Leur

fabrication dépend largement d'hydrocarbures et une part importante des exportations mondiales transite par le Golfe. Les exploitations agricoles réunionnaises verront leurs coûts de production augmenter, avec un impact sur les prix des productions locales.

Ainsi, une crise militaire à plusieurs milliers de kilomètres pourrait rapidement se transformer en crise sociale à La Réunion.

La menace de pénuries

Le scénario le plus préoccupant est une extension du conflit vers la mer Rouge.

Les navires reliant l'Europe à La Réunion devraient alors contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance.

Ce détour allongerait les trajets de plusieurs milliers de kilomètres, immobiliserait davantage les porte-conteneurs, réduirait leur disponibilité et ferait exploser les coûts du fret.

Les délais d'acheminement augmenteraient de plusieurs semaines.

Les produits les plus sensibles concernés sont les médicaments spécialisés, certains dispositifs médicaux, les produits alimentaires transformés, les pièces industrielles ou encore les matériaux indispensables à l'activité économique.

Une pénurie généralisée n'est pas impossible, mais des ruptures ponctuelles deviendront beaucoup plus probables si les perturbations devaient durer.

Le prix de la dépendance imposée par le système néocolonial

Ces crises mettent surtout en lumière une faiblesse ancienne de l'économie réunionnaise.

Depuis des décennies, le développement de l'île repose sur un système dépendant des importations venues d'autres continents, source de profits pour le système néo-colonial.

L'alimentation, l'énergie, les médicaments, les intrants agricoles et une grande partie des biens de consommation proviennent de milliers de kilomètres.

Chaque crise internationale rappelle la fragilité de ce système.

La pandémie de Covid-19 avait déjà montré combien l'approvisionnement maritime pouvait devenir un facteur de vulnérabilité. Les conflits actuels confirment que cette dépendance n'est plus seulement un enjeu économique : elle entretient l'insécurité sur l'approvisionnement et le prix des produits de première nécessité

Où est le débat politique ?

Face à ces menaces, un silence étonnant domine le débat public.

Les collectivités locales, pourtant responsables de nombreux domaines touchant au développement économique, à l'agriculture, aux transports ou à l'aménagement du territoire, ne semblent pas avoir engagé de réflexion publique sur les conséquences possibles de ces crises.

Aucun plan de résilience n'est débattu devant la population.

Aucune conférence territoriale exceptionnelle ne réunit les

collectivités, les services de l'État, les chambres consulaires, les organisations professionnelles, les syndicats, les chercheurs et les associations afin d'évaluer les risques et de définir des priorités.

Pourtant, attendre que la crise éclate pour agir sera une erreur lourde de conséquences.

Organiser le pays avant qu'il ne soit trop tard

La Réunion dispose pourtant d'atouts importants.

Son agriculture peut encore se diversifier. Les coopérations avec Madagascar, malgré l'insécurité et l'instabilité politique dans ce pays, Maurice, les Comores et les pays d'Afrique australe peuvent être renforcées. Les énergies renouvelables, la production locale d'engrais organiques, la valorisation des déchets, la constitution de stocks stratégiques de médicaments et de produits alimentaires essentiels sont des propositions qui méritent d'être débattues.

Mais ces choix supposent une volonté politique et une vision de long terme.

Les crises qui secouent aujourd'hui le monde rappellent une évidence : un pays insulaire de près d'un million d'habitants ne peut continuer à dépendre presque entièrement de chaînes d'approvisionnement mondialisées sans se préparer aux ruptures.

Le moment est venu d'ouvrir une grande concertation réunionnaise sur la sécurité alimentaire, énergétique, sanitaire et logistique du territoire.

Il ne s'agit plus seulement de gérer une hausse temporaire des prix. Il s'agit d'organiser le pays pour faire face à des crises qui pourraient se prolonger en raison de la guerre lancée par Trump pour maintenir le dollar comme monnaie d'échange du commerce international et pour s'accaparer les matières premières.

M.M.

Accélération de la crise du système néocolonial

Les défaillances d'entreprises explosent dans les anciennes colonies comme La Réunion

Les défaillances d'entreprises explosent dans les anciennes colonies françaises devenues départements en 1946. À La Réunion, les faillites progressent de 36 % au deuxième trimestre 2026. Pour Témoignages, ces chiffres illustrent l'échec d'un modèle économique fondé sur la dépendance aux importations et aux décisions extérieures, renforçant l'urgence d'une rupture avec le système néocolonial dominant à La Réunion.

Le rapport publié ce 27 juillet 2026 par Allianz Trade confirme le système économique imposé aux anciennes colonies françaises transformées en départements en 1946 s'enfonce dans une crise structurelle. Derrière les statistiques des défaillances d'entreprises, c'est l'échec d'un système de maintien dans le sous-développement par la dépendance à l'argent de la France et aux monopoles qui apparaît.

Les anciennes colonies en première ligne de la crise

Alors que les faillites d'entreprises progressent de 5 % au premier semestre 2026 dans l'ensemble de la République française, elles explosent de 23 % dans les anciennes colonies devenues départements. En 2025 déjà, 2 321 entreprises avaient disparu, soit une hausse de 16 %, quatre fois supérieure à la moyenne française.

Le deuxième trimestre 2026 aggrave encore la situation avec une envolée de 30 % des défaillances. La Martinique (+45 %), la Guadeloupe (+46 %) et La Réunion (+36 %) sont les pays les plus durement touchés. À elle seule, La Réunion représente près de la moitié des faillites recensées dans ces pays.

Une économie de dépendance à bout de souffle

Les chiffres révèlent une crise qui touche l'ensemble du tissu économique. Le commerce enregistre une hausse spectaculaire de 33 % des faillites, contre seulement 3 % dans l'ensemble de la République française. Les services progressent de 28 %, tandis que l'industrie augmente de 23 %, notamment dans les activités de transformation agroalimentaire.

Ces données illustrent les limites d'un modèle fondé sur les importations massives, la dépendance aux décisions prises à plusieurs milliers de kilomètres et la faiblesse de la production locale. Lorsque les crises internationales se multiplient, ce système révèle toute sa fragilité.

Changer de cap

Cette nouvelle alerte ne peut être ignorée. Les faillites ne sont pas une fatalité mais la conséquence d'un modèle hérité de la colonisation, qui maintient La Réunion dans une situation de dépendance économique.

Face aux tensions internationales, au renchérissement des importations et aux effets du changement climatique, la priorité doit être de construire une économie réunionnaise davantage tournée vers la production locale, la coopération avec les autres îles africaines de l'océan Indien et la souveraineté alimentaire, énergétique et industrielle.

Le rapport d'Allianz Trade apporte ainsi un nouvel argument en faveur d'un changement profond de politique. Continuer sur la même voie, c'est accepter que chaque crise mondiale se traduise par de nouvelles faillites, plus de chômage et une aggravation de la pauvreté dans un pays qui dispose pourtant de nombreux atouts pour construire son propre développement.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In késtyon sinp : Kèl Rényon ni vé ?

Mézami fitintan, kan nou la romark la départmantalizassion téi pé pa done anou la Rényon ké nou téi vé, mi rapèl bien nou lété nonbré pou diskite dsi sak nou téi vé pou nout péi.

Dann tan-la, lé vré, nou lété jenn é nou té imazine mèm pa dann kèl pétrin nou lété avèk in réform domandé par bann zansien épi obténi avèk in loi voté a l'inanimité.

Dann l'afrik é in pé partou bann péi kolonizé é bann pèp kolonizé téi rovandik lindépandanss é sak té i gingn pa sa passifikman la fé la guèr é souvan défoi bann puissanss kolonyal la sédé. Dizon zot la sédé mé si zot la sort par la porte zot la rorant par la fénète.

Nou dann nout bann déba, nou téi panss la solission pou nou lété lotonomi é nou téi oi anou dann in péi avèk tout kalité é san lo bann défo la départmantalizassion la mète shé nou.

Lé vré lo tan la passé ! Lé vré nou la pa gingn la sossyété nou téi vé ! Lé vré zordi ankor nou l'aprè domandé kèl Rényon ni vé zordi pou vréman... Sak nou néna i konvien pa nou, sa lé sir. Ni oi bien La franss lé pa dakor avèk nou. Ni oi bien issi la Rényon bann zélite lé divizé é lo shomin linité lé pankor trouvé.

Sé tan si i parl bonpé bann PEC mé ni koné lo problèm é ni oi bien l'éta lé pa paré pou dépann anou dsi son plan-la... Pir ni koné bien lo sistèm PEC lé pa pou satisfèr anou épi lo pèp rényoné, épi lé loinn nout lidéal. Alor ?

Alor kèl péi ni vé, é kèl sossyété ni vé, é koman ni vé ariv laba. In shomin la diskission, mé nou lé loinn in diskission pou poz nout rovandikassion !

Justin